



LES 64 ANS, LE 49.3, ON N'EN VEUT PAS ! ON CONTINUE JUSQU'AU RETRAIT !

Jeudi 16 mars, la décision du gouvernement de recourir à l'article 49.3 de la Constitution pour faire passer sa réforme des retraites à l'Assemblée nationale a provoqué, à juste titre, la colère des millions de travailleurs qui se mobilisent depuis le 19 janvier pour le retrait de cette réforme. C'est en effet un déni de démocratie inacceptable alors que depuis deux mois les 64 ans et les 43 annuités sont rejetées par 70 % des Français et plus de 90 % des salariés actifs. En réaction à cette situation, des rassemblements spontanés se sont formés le 16 mars, mais aussi le 17, le 18, dans tout le pays. Dans l'Aisne, des rassemblements ont eu lieu à Laon, Saint Quentin, Soissons...

Lundi 20 mars, il a manqué 9 voix à l'Assemblée nationale pour faire tomber cette réforme et le gouvernement qui la porte. Il ne s'agit cependant pas d'une victoire pour le gouvernement qui sort, au contraire, plus que jamais fragilisé et isolé de cette épreuve de force, et qui n'est pas au bout de ses peines.

Face au président Macron et ses ministres ultra-minoritaires, les travailleurs ne sont pas défaits. Depuis le 7 mars, et plus encore depuis le 16, la grève est reconduite dans de nombreux secteurs : dans l'Énergie, dans les raffineries, dans les dépôts de carburant, les terminaux méthaniers, dans les ports et docks, à la SNCF, dans la collecte des déchets... Les blocages se poursuivent partout, y compris dans notre département. Le rejet et la détermination sont là !

Depuis le 19 janvier, les personnels de l'Éducation nationale ont pris part massivement aux grèves et aux manifestations. Et pour cause : alors que le ministre leur refuse une véritable revalorisation salariale, et que leurs conditions de travail ne cessent de se dégrader, ils savent que si la réforme est mise en œuvre, le Code des pensions civiles et militaires et la retraite à 75 % du traitement calculé sur les 6 derniers mois sera supprimé avec tous les régimes spéciaux.

Les confédérations appellent à « une nouvelle grande journée de grèves et manifestations le jeudi 23 mars ». De fait, le journal patronal *L'Opinion*, dans son édition des 10 et 11 mars, rapportait que, selon un des proches du président Macron, « **le seul évènement qui pourrait faire bouger le président, c'est un pays à l'arrêt, c'est-à-dire une grève générale reconductible, qui produirait un choc économique** » ».

Le gouvernement ne nous laisse pas d'autre choix que de bloquer le pays à nouveau le 23 mars, et les jours suivant s'il le faut, avec l'ensemble des salariés du public et du privé, pour obtenir le retrait total de sa réforme injustifiée économiquement, injuste et brutale socialement.

Dans ces conditions, les organisations syndicales enseignantes de l'Aisne, CGT Educ'action, FNEC-FP-FO, FSU, SUD Éducation et UNSA Éducation soutiennent les mobilisations en cours contre le bac Blanquer et dénoncent la répression contre les professeurs et les lycéens mobilisés. Elles appellent l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale à se réunir sans attendre sur leur lieu de travail pour organiser et amplifier la mobilisation contre cette réforme inacceptable, y compris par la grève reconductible.

**À
noter...**

Les organisations syndicales enseignantes de l'Aisne informent de la tenue d'une assemblée générale Éducation nationale inter-degrés à Saint Quentin, VENDREDI 24 MARS, À 17H00, salle de Verdun, 3 Boulevard de Verdun. Elles appellent les personnels des écoles, collèges et lycées à y participer nombreux.